

CITOYENNES, NON POLITICIENNES

Pratiques et représentations politiques dans un groupe de militantes marseillaises d'associations (1993-1994)

Les entretiens des Marseillaises restées hors de la politique forment un petit ensemble dont on ne peut guère tirer d'informations quantitatives pertinentes. Mais pour donner du sens au récit¹, quarante entretiens² sont déjà très parlants. Surtout quand ils concernent une frange homogène de la population, composée de femmes françaises d'origine et de culture, d'âge moyen ou mûr, plutôt de sensibilité de gauche. Des femmes évoluant dans un espace social urbain, engagées dans les associations et dont le cursus scolaire est relativement élevé. Un échantillon limité et très typé, donc, mais éclairant.

Le vocabulaire se compose de mots ordinaires qui précisent l'identité politique de Marseillaises rompues à l'action militante et frottées au contact des institutions publiques. Mots corsetés par la question posée puis libérés dans le développement des idées et rehaussés d'expressions empruntées au discours du politique ou de l'associatif. Mots énoncés sans réfléchir puis remâchés par la pensée et qui cernent les valeurs et les normes³, les limites aussi, propres au milieu féminin et associatif considéré.

1. Gilles DELEUZE, *Foucault*, Paris, 1986.

2. Un dernier entretien émanant d'une étudiante se classant à la droite extrême de l'échiquier politique a été mis de côté. Très atypique par rapport au reste des enquêtes, il fera partie de la prochaine étude.

3. Bernard LEPETIT, (dir.) *Les formes de l'expérience, une autre histoire sociale*, Paris, 1995, 342 pages. pp 9-22

Les actions racontées et théorisées composent progressivement un tableau des représentations et des pratiques féminines en politique. La forme orale et la succession des plans, « créent le foisonnement et non l'ordre des idées »⁴. Les questions posées, leur nombre et leur précision n'ont pas laissé libre cours aux seules idées générales. Le quotidien est présent avec sa soumission aux cycles de vie, ses engagements concrets, sa hiérarchie des valeurs. Certaines militantes ne donnent à voir qu'un pan précis de leur existence, limité à la question posée, d'autres se racontent par le menu. Des réponses sont données à des questions non posées car le discours s'échappe, laissant émerger l'expérience personnelle, « le non identique, qui fait lien entre l'histoire de chacune et le corps social »⁵. Et ces débordements font sens : les parcours de vie se dessinent, les choix et leurs limites trouvent ici leur lieu d'énonciation.

Ces entretiens, sans se ressembler totalement, ont tous un air de famille. Ils donnent à voir des idées force concernant la citoyenneté, la politique et la démocratie, peu à peu cernant d'autres représentations : celles de la société, des femmes vues par elles-mêmes, du rôle qu'elles se donnent une fois le passage à la politique des politiciens repoussé. Des personnes donnant du temps, du cœur et de l'énergie pour peser sur les décisions d'un service public ou d'une municipalité, pour aménager l'environnement, défendre et améliorer la vie des êtres. Des femmes qui ordinairement parlent peu ou qu'on entend rarement publiquement, mais qui agissent jour après jour en pleine pâte de la société pour faire progresser la citoyenneté telle qu'elles la défendent. Des femmes enfin, qui équilibrent vie personnelle et action extérieure et vivent cet entre-deux⁶ non comme une charge mais comme une richesse.

Chaque entretien raconte aussi des rapports sociaux de sexe dans le cadre du politique, des modes de relations au pouvoir, aux honneurs, à la corruption. Ils introduisent à la distance que les femmes mettent entre elles et un monde politique qui les repousse et que, tel quel, elles repoussent. Un monde étrange-étranger, un monde fautif à qui elles sont cependant étroitement liées, ne serait-ce que par leur conduite citoyenne exemplaire. Et maints jalons sont fournis pour une étude autre, celle des associations, des cycles de vie, des aménagements du rôle social des femmes, de l'actualité du féminisme et de ses rapports avec le féminin, de la crise de la représentation politique... Un matériau riche, donc, et dont il n'est donné ici qu'une première approche.

4. Arlette FARGE, *Le cours ordinaire des choses dans la cité du XVIII^e siècle*, Paris, 1994, 160 pages, p. 37.

5. Arlette FARGE, *op. cit.*, page 37

6. Daniel SIBONY, *Entre-deux. L'origine en partage*, Paris, 1991.

DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

La démocratie

Les définitions et les commentaires concernant les bases politiques de notre vie sociale sont enrichis par la pratique militante au contact constant des personnes et des institutions. La démocratie aujourd'hui est vue comme un tout, un produit fini non référé aux transformations qu'elle a pu connaître au cours des temps ou selon les lieux. Avec la citoyenneté, elle est considérée comme au cœur des valeurs républicaines. La vie en démocratie suppose l'exercice de qualités humaines. Elle est considérée comme un altruisme qui limite les exigences, on dit même la « *sauvagerie* » propre à chacun ; elle accepte « *l'Autre dans ses différences et le respect dans ses droits.* » (SZ)

Les militantes connaissent le vocabulaire des institutions françaises et s'en servent avec aisance. Elles définissent la démocratie comme un système politique et un mode de gouvernement qui repose sur le suffrage universel, le respect des droits de l'homme et les libertés fondamentales. « *On peut penser et agir librement en respectant l'autre, le pays ne peut être géré autoritairement.* » (BPS)

« *Le plus simplement du monde, c'est d'avoir chacun la possibilité de « peser » sur des décisions qui engagent la collectivité. Le corollaire c'est le droit à l'information, l'éducation, la consultation, l'expression, l'organisation etc....* » (G)

La démocratie est considérée comme le meilleur système possible mais les failles humaines de son application sont mises en avant. Fragile, elle dépend de la bonne gestion de la classe politique, considérée comme n'étant pas à la hauteur de sa tâche et plus encline à se servir qu'à servir le pays. A deux exceptions près, on ne rencontre pas de point de vue critique sur les limites, les insuffisances et l'inadaptation éventuelles de notre démocratie en cette fin de XX^e siècle⁷.

Citoyen et citoyenneté

La définition politique traditionnelle est connue. Etre citoyen c'est appartenir à un Etat, assumer les droits et les devoirs civiques définis par la loi. On recense aussi des formes de citoyenneté locale ressenties comme différentes de la citoyenneté nationale, plus pratiques car directement centrées sur la

7. Dominique SCHNAPPER, *La France de l'intégration*, Paris, 1991, 378 pages.

ville et ses besoins. S'investir dans une association est « *considéré comme une forme de citoyenneté locale* » (AB) puisqu'on y exerce ses droits de citoyen au service de la collectivité.

Pour certaines, être citoyenne est une manière d'être, un bain culturel et social donné par la vie au jour le jour dans le pays. Ne pas être citoyen, donc se sentir d'ailleurs, provoquerait un certain type d'exclusion sociale.

« *La citoyenneté, je ne m'étais pas posé la question jusqu'à ce que je vienne à Marseille. Il y a pas mal de gens originaires d'ailleurs et c'est là où j'ai réalisé ce que ça signifiait qu'être citoyen français. C'était pour moi tellement quelque chose qui coulait de source, qu'effectivement, je m'étais peu posé la question. En constatant leurs difficultés à ces gens qui sont en France et qui se sentent d'ailleurs, j'ai réalisé que cela pouvait poser un problème.* » (DD)

La citoyenneté donne non seulement des droits mais aussi des devoirs. Devoir de défendre la démocratie par le vote : « *La citoyenneté, c'est se prendre en charge déjà au niveau de sa ville (en votant)* » (MNL). Devoir de défendre l'Autre quand il en a besoin : « *Je me sens citoyenne 24h/24 parce qu'agir, défendre l'Autre, c'est aussi une forme de citoyenneté.* » (MRDV). Cette citoyenneté se pratique dans l'exercice du métier ou de l'association s'ils sont en lien avec le contexte socio-économique ou culturel : CODIF⁸, centres sociaux, diverses associations de promotion et de formation de la population. Egalement dans les associations à caractère historique parce que celles-ci veillent à la formation intellectuelle comme à l'entretien de la mémoire et permettent de maintenir en éveil la vigilance citoyenne⁹.

Ces réponses font appel à une définition élargie de la citoyenneté et proche de la réflexion que mènent depuis quelques années non seulement les associations mais les hommes politiques et les politologues¹⁰. Une citoyenneté comprise comme accueillant chaque individu dans la dignité et le respect des valeurs démocratiques, lui permettant l'accès à tout ce qui fait la vie actuelle. Le logement, l'école, le métier, les loisirs, les droits civiques, le vivre ensemble... sont une forme de participation à la vie citoyenne. Et le travail de nombreuses associations consiste à arracher pour chacun le plus de parts de citoyenneté possible. En ce sens, la citoyenneté ne s'exerce plus par le truchement de la carte d'électeur mais, à côté du politique, par la participation pleine et entière à la vie de la cité, elle est une invention de la société, une nouvelle forme de « civilité ». Vivre en citoyen n'est plus seulement une notion politique mais

8. Centre d'orientation de documentation et d'information féminin.

9. Geneviève DERMENJIAN et Catherine MARAND-FOUQUET, « Les associations de femmes à Marseille (1945-1993) », in Yvonne KNIBIEHLER et al., *Les femmes et la ville, un enjeu pour l'Europe*, Actes du colloque international, Marseille, 1993, 374 pages. pp. 243-254.

10. Voir par exemple, *L'Etat de la France, 94-95*, Paris, Crédoc, 1994, 640 pages, Enjeux et débats, pp. 16-43.

une notion sociale, territoriale, concernant l'ensemble de la population, Français et étrangers¹¹. Remarquons qu'à une exception près, les entretiens ne soulignent pas le lien qu'on pourrait croire évident entre démocratie et travail, insertion citoyenne et emploi, ce qui mériterait une étude particulière.

Les enquêtes – sans doute est-ce le résultat du déroulement proprement dit de l'entretien – dénotent une perception des devoirs impliqués par la démocratie et la citoyenneté qui ne dépasse guère le propre cas des personnes interrogées. On n'évoque pas la nécessité pour l'ensemble des individus de participer à l'œuvre commune¹² au lieu de simplement demander à l'Etat providence la solution de leurs problèmes. On n'a guère proposé de définition dynamique d'une citoyenneté débordant sur la prise en charge des personnes par elles-mêmes, la solidarité active de tous, le recul de l'assistance et de la toute puissance administrative des pouvoirs publics. De nombreuses associations qui travaillent au plus près des défavorisés (Confédération syndicale des familles, Fondation Abbé Pierre, Compagnons d'Emmaüs¹³...) insistent pourtant sur cette nécessité de prise en charge d'eux-mêmes par les individus et sur les pesanteurs parfois insurmontables que créent la représentation des « droits » dont l'individu se sent autorisé à exiger la fourniture¹⁴. Considérer la citoyenneté comme une défense de l'Autre peut se rapprocher d'un paternalisme inconscient.

On est bien loin, ce n'est pas un jugement de valeur, de la définition révolutionnaire de la citoyenneté centrée sur la défense des idées et des acquis de la révolution par le citoyen en armes¹⁵. Nous aurions là un reflet éloigné de notre fin de siècle dominé par l'individualisation de la société, la recherche d'un certain hédonisme et le repli sur le monde privé considéré comme le plus gratifiant¹⁶. Avoir compterait plus aujourd'hui pour certains que participer, obtenir des aides plus qu'apprendre l'autonomie et la responsabilité. C'est aussi le reflet d'une époque de crise¹⁷ : crise économique et de société puisqu'explorent de nos jours la précarité et le nombre des exclus et des méprisés qu'il faut épauler ; crise de l'Etat et des institutions, les citoyens pris en écharpe entre l'échelon local et l'échelon européen manquant de repères pour se situer aisément à l'échelon national ; crise politique, la classe et le jeu politique étant dépréciés.

11. Koffi YAMGANE, « Exclure l'exclusion », *Le Monde*, 13-14 août 1995

12. Jürgen HABERMAS, *La crise de l'Etat providence et l'épuisement des énergies utopiques*, Ecrits politiques, Paris 1990.

13. Entretiens avec des membres de ces associations 1994-1995.

14. Entretien avec des militantes de la CSF de Marseille, 17 décembre 1994.

15. Pierre ROSANVALLON, *Le sacre du citoyen*, Paris, 1992, 500 pages. pp.91-104

16. Philippe ARIES Philippe et Georges DUBY (dir.), *Histoire de la vie privée*, tome 5, De la première guerre mondiale à nos jours, Paris, 1987, 640 pages. pp. 13-115.

17. Voir, pour une étude détaillée de cette question, R. CASTEL., *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, Paris, 1995, chapitre VIII et conclusion.

CONDUITE POLITIQUE

Proximité et éloignement de la politique

Notre société est représentée comme baignant dans la politique, qu'elle soit locale, régionale, nationale ou internationale. Même si nous refusons de nous y intéresser, affirme-t-on, elle a de facto une résonance dans notre vie. Exemples : « *le vouloir changer la vie de 1981* » et la désillusion qui s'en suivit, « la guerre du Golfe » ou encore « la Bosnie ». « *Même dans la vie privée, la politique nous rejoint, on en parle, on l'approuve ou la désapprouve, on oriente ses enfants en fonction d'elle, on est d'accord ou pas d'accord avec ses amis, ou même avec son mari à cause d'elle. Elle est présente partout dans la société. Il faut se battre pour préserver les droits acquis : salaire, sécurité sociale, retraites, bourses, etc.* » (YA). Une personne signale l'importance de la politique antisémite de Vichy dans sa vie personnelle puisqu'elle fut déportée à Auschwitz.

Femmes d'âge moyen et mûr, toutes ont été confrontées dans le passé à de vrais choix de société qui les mettaient en marche. Il fallait choisir son camp et le défendre. Encore aujourd'hui toutes se renseignent sur la politique de la région, du pays, et au-delà sur les problèmes internationaux par des discussions entre amies et en famille, par le biais des revues et des journaux, les plus cités étant *Le Monde*, *Libération*, puis *Le Provençal*, *L'Express* et *Le Nouvel Observateur*.

Les réponses disent toutes l'importance du jeu politique pour la vie de la nation. Chacune se sent responsable à son niveau du choix de ses gouvernants et de ses représentants. « *J'ai voté dès que j'en ai eu l'âge car j'ai toujours pensé que c'était le chemin de la démocratie et que si je ne votais pas je n'aurais rien à dire si le pays était mal gouverné. Je continuerai à voter car je crois toujours la même chose. La démocratie c'est la voix du peuple même si elle a du mal à se faire entendre.* » (YA) Le contrôle se fait aussi par la vigilance citoyenne qui amène quelques personnes à s'engager ponctuellement quand un danger leur paraît menacer la démocratie (Le Pen, qui est le plus cité et Poujade) ou quand elles souhaitent promouvoir un candidat (Mitterrand en 1981).

Toutes les élections sont considérées comme importantes, bien qu'il y ait parfois une préférence pour un type d'élection plutôt que pour un autre. Presque personne n'a déclaré s'abstenir de voter, si ce n'est à l'occasion par refus de la machine électorale ou par incapacité à choisir un candidat. Et encore préfère-t-on alors voter blanc. La grande majorité déclare toujours voter, quitte à changer pour cela le moment des déplacements ou à revenir à la maison.

« Je vais toujours voter. Avec mon mari, nous ne nous sommes jamais abstenus, quitte à faire des km pour cela... Chaque élection a son importance... Toutes les consultations sont importantes, de la présidentielle aux municipales. » (AN1)

Le refus de l'engagement en politique

Conscientes que la politique est essentielle à la vie de la nation et à la leur, les femmes restent cependant au seuil de l'engagement politique proprement dit, encore que quelques-unes aient fait des tentatives en ce sens. Trois ou quatre ont été inscrites dans un parti et ne sont pas restées en raison des méthodes utilisées, de la rivalité entre militants ou de la politique suivie. Deux ou trois ont participé à des campagnes électorales, se sont mobilisées lorsque la démocratie leur semblait menacée (Le Pen, Pujade) et sont parties quand le danger leur a semblé moins fort.

Le refus de s'engager dans un parti est justifié par de multiples raisons. Certaines se disent incapables d'entrer en politique, non par incapacité dans la plupart des cas mais en raison de leur manque d'esprit de clan ou de parti et de leur extrême individualisme, horreur des petits chefs, mauvais caractère. A la plupart répugne le spectacle que donne la politique ou les représentations qu'elles en ont, ce qui provoque un rejet. Toutes ont autre chose à faire suivant une hiérarchie des valeurs qui fait passer la politique après tout le reste, famille, puis emploi, association, relations et loisirs : toutes choses, on le voit, qui remplissent aisément une existence.

Les associations, complémentaires de l'action politique

Au-delà de la dimension purement politicienne, la politique est considérée comme ayant pour but la gestion de la Cité, l'aménagement de la vie du pays sous toutes ses formes. On parle là volontiers du politique, qui a la faveur des femmes, et non plus de la politique. Les lieux de ce politique sont multiples ; ce ne sont plus seulement les sièges des partis, le Parlement ou l'Elysée, ce sont les différents bureaux des mairies, les locaux des associations et, à la limite, les rues de la Cité.

Toute la vie publique, privée et professionnelle des citoyens est modelée par cette et ce politique-là qui permet ou non l'aboutissement du projet d'une association, « *le vote des femmes, l'IVG, la répression du viol et organise les liens familiaux* » (CGHV) ou fixe les salaires. Tous les aspects de l'existence ont une dimension politique : « *les problèmes sociaux (chômage et pauvreté), l'utilisation des richesses (armement, nucléaire au lieu de la recherche médicale), la lutte contre le racisme...* » (BPS) Quant aux citoyens, ils pèsent sur la et sur le politique ne serait-ce qu'en s'insérant dans

les associations ou simplement par la gestion de leur capital quand ils l'investissent « *dans un lieu plutôt que dans un autre* » (BE).

Les enquêtes livrent des images fortes de militantes appartenant à une ou plusieurs associations où elles occupent souvent des responsabilités et passent beaucoup de temps. Luttant selon les cas pour donner une information sociale, sanitaire ou juridique, travaillant dans le cadre scolaire ou regroupant des parents d'enfants handicapés, des anciens déportés, des riverains d'un environnement menacé, les membres de ces associations pensent participer à une action politique et citoyenne qui les engage dans le fonctionnement politique de la société. Elles considèrent leur action bénévole comme le « *moyen de s'assumer en tant que citoyenne* ». Notamment là où elles se sentent « *acteur/facteur de changement* ». (BBO)

Agir dans les associations met les femmes en relation avec les échelons de décision politique. Il se produit une interaction entre les associations de terrain qui prennent conscience des réalités politiques et la politique locale ou régionale qui reste ainsi en prise directe avec les besoins des citoyens. Ce niveau d'engagement les satisfait pleinement. Le manque de moyens chronique des associations, l'absence de pesée sur le niveau décisionnel ne les gêne pas ou du moins ne les oblige pas à s'engager dans les rouages politiques où se débloquent les situations. Au contraire, elles ressentent la politique et l'associatif comme complémentaires. L'associatif se chargerait de ce que la politique ne fait pas ou ne peut pas faire, pousse à la roue et obtient des aménagements, ouvre de nouvelles avenues dans la réflexion sur la vie en société et le droit des gens, participe à l'éducation de la population.

CRITIQUE DE LA POLITIQUE

Une critique acerbe

La politique trouve les femmes sceptiques et surtout désabusées, témoignant à leur place de la désaffection des Français pour le monde politique, dont les racines plongent dans un antiparlementarisme traditionnel en France et réactivé par les « *affaires* » récentes. Les mots deviennent sévères, violents même, pour condamner la politique et les siens, un domaine que s'octroient les hommes et que les femmes ne peuvent investir encore ou mal. La politique, « *faite de discours et de propos* », est décrite à l'image de son personnel et « *pourrissant tout à son contact* ». Elle endort les électeurs, lasse vite, y compris ses partisans. De quelque bord que ce soit, la politique est considérée comme quelque chose de « *pas très clair ni très honnête, n'ayant pu régler les questions de fond, chômage, sang contaminé, économie.* » (IC)

Les hommes politiques ne trouvent pas grâce à leurs yeux. Rares sont celles qui reconnaissent à l'un d'entre eux un parcours acceptable et plusieurs sont incapables d'en citer quatre qui leur seraient sympathiques. Ils sont désignés comme altruistes au départ puis gangrenés par la corruption, poursuivant leur intérêt personnel, manquant d'idéal. Les meilleurs sont de simples politiciards, palabrant pour la frime, affamés d'honneurs et de prébendes. Les ordinaires sont incompétents, ignorent les dossiers, attendent une éternité pour répondre aux demandes et le font en général à côté de la plaque. Manquant de pédagogie, ils contribuent à « *affaiblir la conscience politique* » (JB) du pays. Enfin, « *élus sur un programme, ils font autre chose, ne servent donc à rien et sont même dangereux.* » (IC)

L'insertion des femmes en politique

« *On a trop longtemps cantonné les femmes à la maison. La femme, c'est le balai... Justement, elles feraient bien de venir en politique pour donner des coups de balai, ça ne ferait pas de mal.* » (MLZ)

Toutes les enquêtes signalent la nécessité d'ouvrir très largement la porte aux femmes, de leur donner plus de place au Parlement, dans les gouvernements, dans les conseils municipaux et les assemblées régionales et européennes. Que la France soit la queue de peloton en manière de représentation politique des femmes est ressenti comme un échec.

Leur souhait est que les femmes occupent tous les postes selon leur gré, y compris celui de présidente de la République. La proportion de femmes à élire doit être suffisante pour créer une dynamique en faveur des positions féminines. La faveur va à la parité et non au quota, considéré comme insuffisant, et dont l'application paraît difficile¹⁸. Mais le plus grand nombre refuse d'imposer cette parité par une loi ; soit par crainte des effets pervers qui amèneraient au « *pouvoir des femmes potiches ou qui se comporteraient comme des hommes* », soit par un désir de plus grande démocratie, soit par gêne pure et simple de créer des droits propres pour une catégorie du corps électoral. Les femmes doivent s'imposer par leurs capacités, dit-on, leur connaissances des dossiers, leurs mérites. « *La première venue ne fait pas l'affaire* » (SF).

Ce qui fait obstacle :

D'abord la volonté des hommes d'écarter les femmes qui se présentent afin de conserver leur place et les honneurs auxquels ils sont très attachés.

18. Yvonne KNIBIEHLER et al. *Les femmes et la ville...*, op.cit. pp. 330-343.

Le mot de machisme est ici celui qui revient le plus souvent. Font encore obstacle à l'avènement des femmes en politique « *les pesanteurs historiques, culturelles, sociologiques encore très actives chez les hommes et chez beaucoup de femmes* » (CGHV), notamment la représentation que se fait la société et que les femmes ont d'elles-mêmes. Une femme est d'abord mère, c'est son métier de prédilection. La politique est considérée comme trop prenante « *aller aux réunions, consacrer des week ends, c'est abandonner le foyer. Quand on est femme et qu'on a des enfants, on tient à réussir ses enfants* » (MNL). Ici, femmes politiques et non politiques sont d'accord¹⁹.

D'autres raisons sont invoquées dont le non partage des tâches à l'intérieur du couple qui enchaîne les femmes à la maison et le non désir des femmes d'entrer en politique. Etant « *moins ambitieuses que les hommes, ayant moins le goût du pouvoir, elles sont plus militantes que stratèges.* » (YA) « *Elles n'osent pas se lancer dans cette médiocrité* » (MLB), les rivalités entre hommes et entre partis les repoussent.

Que feraient les femmes en politique ?

Les réponses montrent une grande confiance dans la politique que feraient les femmes arrivées au pouvoir. Sur le terrain, elles sont considérées comme rapprochant la politique des citoyens parce qu'en prenant la parole elles n'utilisent pas la langue de bois et ne font pas de délayage, de palabres qui ne mènent à rien. Elles sont plus justes, plus intuitives, plus sociales que les hommes. Très concrètes puisqu'elles gèrent la maison, elles vont immédiatement à l'essentiel ; elles ont beaucoup de « *sensibilité, de sens du concret, du contact* » (CB). Elles amèneraient « *l'écoute, la réflexion, l'analyse, l'humanité et l'impartialité* » (BE). « *Sur le plan des objectifs et des idées, elles devraient apporter une certaine sensibilité et de nouvelles préoccupations.* » (CGHV) et aussi « *plus de propreté morale.* » (CG)

Les femmes politiques sont représentées, du fait de leur proximité avec la vie et de leur souci des êtres, comme plus sensibles à la justice, à la souffrance et à la misère. Elles donneraient toute leur mesure dans les affaires sociales et partout où elles voudraient s'employer. On pense qu'étant moins sensibles aux sirènes du pouvoir, elles l'abandonneraient plus facilement que les hommes et feraient respecter une rotation bénéfique à la tonicité du pouvoir et au renouvellement des idées. Remarquons que cette méthode du « tourniquet » est appliquée au Parlement de Strasbourg par les écologistes. Il est dit enfin avec conviction que les femmes moraliseraient la politique, s'intéresseraient davantage au social, arrêteraient les guerres.

19. Yvonne KNIBIEHLER et al., *op.cit.* pp. 330-343.

CONCLUSION

Ces entretiens éclairent plusieurs faces d'un militantisme concret de proximité, reflet de la base de notre société. Plus ces femmes sont éloignées du monde politique et plus elles font naïvement confiance à un hypothétique respect de l'esprit démocratique. Ce qui les amène à penser que la parité viendra naturellement avec le temps sans qu'on ait besoin d'y toucher, qu'il faut et qu'il suffit qu'une femme ait des capacités pour qu'elle obtienne un poste de responsabilité. Elles ne posent pas la question pour les hommes, cela allant apparemment de soi qu'un homme choisi est capable. Pourtant, et parfois elles en conviennent indirectement, les mésaventures récentes d'anciennes ministres comme Michèle Barzach et Edith Cresson ou, comme ici, le témoignage d'Yvette FUILLET, ancienne députée européenne, rappellent que les femmes en politique sont toujours considérées par le milieu comme en surnombre et occupant le poste d'un homme. L'étude des partis et des différents conseils et assemblées montrent à la fois le manque réel de femmes en politique et leur élimination progressive quand on monte les échelons de la représentativité. Présentes dans les sections de partis et les conseils municipaux, elles disparaissent pratiquement ensuite. A ce point de vue, les enquêtes témoignent d'un manque d'idées générales et de vues d'ensemble.

Certaines choses avancent cependant, la légitimité de la parole et de l'action des femmes en politique est désormais admise, y compris par elles-mêmes, mais davantage pour les autres que pour soi. On ne considère plus, à une exception près, qu'il existe un « domaine réservé » aux femmes en politique, celui des questions sociales ; les femmes ont pris confiance en elles et reconnaissent qu'elles peuvent tout faire dans l'absolu. Même, puisque la question était posée, laisseraient-elles leur fille y faire carrière.

En se ressemblant toutes un peu, les enquêtes délivrent une certaine fixité des rôles sexuels revendiqués ou vécus. Les personnes interrogées se considèrent d'abord comme mères et éducatrices ; toutes mettent au premier plan de leur échelle de valeur la réussite de la vie familiale et principalement des enfants, montrant que si la femme s'est individualisée dans son action et ses choix d'insertion, elle reste appropriée par ses enfants. Appropriation voulue, revendiquée même. Le mari occupe par contre une place relativement faible dans les priorités affichées, sauf lorsque le couple n'a pas eu d'enfants ou les a déjà élevés. Largement mis en cause sans guère être nommé dans le non partage des tâches, il n'est l'objet d'aucun discours comparable à celui qui concerne la progéniture, comme si la femme prenait ses distances à ce niveau avec un mari longtemps considéré comme un enfant supplémentaire. Ou comme si ce mari était devenu plus autonome.

L'enquête montre encore que les femmes cherchent à équilibrer leurs nombreux centres d'intérêt sans sacrifier l'un pour l'autre. Leur vision de la vie est teintée d'épicurisme. En prise directe avec le concret, elles sont pragmatiques et répondent à la demande. Les valeurs morales qu'elles évoquent comme fondement de leur action militantes sont élevées, altruisme, justice, recherche de la paix, droits de l'homme. Ne pouvant changer la politique, elles persistent à vouloir changer la vie. Les femmes seraient-elles porteuses de « l'éthique du monde »²⁰ en adoptant une conduite rationnellement bâtie sur l'émotif, le sentimental, la compassion²¹ ? Après des années de recherche d'une égalité avec les hommes fondée sur le modèle masculin, vient le temps où les femmes se sentant les égales des hommes posent la question de leur subjectivité, de la prise en compte de leur différence et de leur irréductibilité²². L'idée doit être maniée avec précaution pour ne pas en revenir à une « nature » de la femme comme il est pourtant dit ici où là dans les enquêtes car pendant des siècles, le thème de la nature féminine a été utilisé pour maintenir les femmes entre couches et fourneaux.

Tout fait sens dans ces descriptions qui débouchent et reposent sur le refus d'un engagement militant en politique : cette catégorie de femmes défend son échelle de valeurs. Ici, les paroles ne prétendent pas tirer de loi commune d'une expérience particulière et limitée. Elles disent simplement comment, à la fin du XX^e siècle, des femmes se logent dans des espaces propres, construits et aménagés par elles à leur mesure. Des espaces qui ne sont ni la politique ni la vie associative pour elles-mêmes et en totalité mais des espaces pluriels de proximité dont l'alternance fait leur vie jour après jour. Et ces femmes sont tantôt mères et femmes d'intérieur, tantôt déléguées d'association auprès des services publics ou dans une réunion, puis encore femme et épouse. Ces parcours montrent un souci de libre choix qui témoigne de façons d'être simplement femme aujourd'hui.

Geneviève DERMENJIAN

20. Voir dans ce recueil l'exposé de Daniel ARMOGATHE.

21. Jacques GUILHAUMOU, « Histoire des femmes, histoire tout court », in *Femmes et hommes dans l'espace méditerranéen*, Marseille (1945-1995), Premier Cahier Femmes-Méditerranée, MMSH, à paraître.

22. EPHESIA, *La place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, Paris, 1995, 742 pages. Notamment la partie 5.